

Les réunions dans le Grand Ouest

sur le projet d'aéroport de **Notre-Dame-des-Landes**

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DE QUIMPER (19 FÉVRIER 2003)

Une soixantaine de personnes a participé, dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie de Quimper (CCI), à la sixième réunion du débat public sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Parmi les participants à la table ronde figuraient :

- des élus : **Ambroise Guellec**, vice-président du conseil régional de Bretagne, **Bernard Poignant**, député au parlement européen, **Pierre Maille**, président du conseil général du Finistère, **Alain Gérard**, maire et président de la communauté d'agglomération de Quimper,
- des acteurs économiques : **Gérard Drenou**, président de la CCI de Quimper, **Alain Schlessler**, directeur général de la CCI de Quimper, **Alain Pasco**, animateur du groupe Logistique et membre de la commission Aéroport de la CCI de Quimper, **Jean Menthéour**, président de la société Les Galettes de Pont Aven, **Michel Benoît**, directeur de l'aéroport de Nantes-Atlantique et **André Tameza**, directeur du développement territorial (CCI de Nantes-Saint-Nazaire),
- les représentants du maître d'ouvrage : **Éric Sesboué**, directeur de l'Aviation civile Ouest, **Anne Farcy** et **Jean-Pierre Rieux** (direction de l'Aviation civile Ouest), **Christian Vinclair**, directeur adjoint de la DDE Loire-Atlantique, **Caroline Grandjean-Dupuis**, chef du service Aménagement nantais à la direction départementale de l'Équipement de Loire-Atlantique, **Jean Peetson**, (chargé de mission Notre-Dame-des-Landes à la direction régionale de l'Équipement Pays de la Loire) et **Patricia Rufflé**, (DRE Pays de la Loire).
- et les représentants des associations.

D'autres personnalités ont participé aux débats. Citons notamment **Jean-Louis Le Mee**, président de l'Alliance fédéraliste bretonne et **Daniel Le Bigot**, porte-parole régional des Verts.



Daniel Le Bigot, porte-parole régional des Verts.

Jean Bergougnoux, président de la commission particulière du débat public (CPDP), a rappelé le principe et le but du débat public. « *Toute grande décision d'infrastructure, a-t-il précisé, est aujourd'hui précédée par un débat public, en amont de la décision, qui permet, en particulier, de recueillir les observations de tous ceux qui sont intéressés par le projet. Et ce n'est qu'après l'examen du compte-rendu de ce débat public, rédigé par le président de la CPDP - qui ne prend pas position, mais dit tout ce qu'il entend : les arguments pour et les arguments contre - que le ministre intéressé prend la décision.* »

Éric Sesboué et **Christian Vinclair**, représentant le maître d'ouvrage, ont d'abord présenté le projet d'aéroport.

Ambroise Guellec : « *un outil de désenclavement* »

Ambroise Guellec a souligné que « *la région Bretagne soutient la démarche engagée par le promoteur de ce projet* », qui représentait un « *outil de désenclavement* » de la péninsule armoricaine. Pour les Bretons, cet équipement permettrait de bien relier l'ensemble du territoire du Grand Ouest. **Alain Gérard** considère, pour sa part, que le projet d'aéroport est très complémentaire de tous les projets qui visent à rapprocher la Bretagne de Paris et des autres villes européennes. Mais face à une Europe qui ne cesse de s'élargir vers l'Est, « *nous sommes confrontés à deux enjeux* », précise-t-il. Le premier concerne la mise aux normes autoroutières de la RN 165, qui placerait la Cornouaille à moins de 1h30 de Notre-Dame-des-Landes. Le deuxième est le projet de TGV qui placerait Quimper et Brest à trois heures de Paris. Ces dossiers, conclut **Alain Gérard**, sont « *essentiels pour l'avenir et le développement économique de la Cornouaille* ». Pour **Pierre Maille**, les Finistériens regardent cet aéroport « *de loin* », car, dit-il, « *nous sommes plus près de Paris que de Nantes* ». Cependant, les Finistériens ne sont pas « *hostiles* » au développement de l'aéroport de Nantes-Atlantique et comprennent la nécessité d'un nouvel aéroport. Mais il faut, ajoute-t-il, que « *nous ayons un certain nombre de garanties sur le maintien du service des aéroports de Brest et de Quimper* ».



De gauche à droite : Gérard Drenou, président de la CCI de Quimper, Bernard Poignant, député au parlement européen, Ambroise Guellec, vice-président du conseil régional de Bretagne, Pierre Maille, président du conseil général du Finistère, Alain Gérard, maire et président de la communauté d'agglomération de Quimper.

Aujourd'hui, rappelle-t-il, ces deux aéroports assurent treize liaisons avec Paris.

Gérard Drenou : « *Priorité au TGV* »

Pour **Gérard Drenou**, tout équipement structurant qui concourt à pallier le handicap de la situation périphérique de la Cornouaille est intéressant : « *Nous avons clairement affirmé notre position favorable à la réalisation d'un tel aéroport.* » Mais, dit-il, la priorité est aujourd'hui « *de rallier Paris en trois heures par le TGV* ». Dans le même sens, **Alain Pasco** pense que le projet d'aéroport ne peut que constituer une chance pour la Cornouaille.

L'aéroport peut être aussi « *le symbole d'une coopération entre le Nord et le Sud* », selon **Jean-Louis Le Mee**, président de l'Alliance fédéraliste bretonne. Toutefois, l'orientation des pistes devrait se faire avec « *une gêne a minima pour les riverains* ».

Daniel Le Bigot, porte-parole régional des Verts, souligne que la priorité doit être également le TGV. Et dans ce cas de figure, « *il faudra bien que la région Bretagne mette la main au portefeuille* ».



De gauche à droite : Gérard Drenou, président de la CCI de Quimper et Bernard Poignant, député au parlement européen.

François Mondon : Notre-Dame-des-Landes est « *un site mal placé* » pour être l'aéroport du Grand Ouest.

François Mondon, membre de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-

Dame-des-Landes (ACIPA), explique que l'approche de son association est plus « globale » et ne se limite pas aux problèmes de nuisances. Le site de Notre-Dame-des-Landes est « mal placé » pour être l'aéroport du Grand Ouest. Il faudrait « remettre le dossier à plat », car l'idée du site de Notre-Dame-des-Landes est très ancienne.

Pour **Claude Bord**, président de l'association Bien Vivre à Vigneux (BVV), le projet d'aéroport n'est pas un projet du « Grand Ouest » mais un projet pour les régions des Pays de la Loire et de la Bretagne. L'aéroport devrait se situer dans le nord de Nantes, entre Renne et Nantes, à 17 kilomètres du centre de Nantes, ce qui, veut dire, qu'il « s'agit bien d'un aéroport nantais ».



De gauche à droite : Michel Benoît, directeur de l'aéroport Nantes Atlantique, Sylvain Fresneau, président de l'ADECA, Joseph Caillaud, président de l'ACIPA et Claude Bord, président de BVV.

Christian Roy : « *L'espace de Nantes-Atlantique ne sera jamais rendu à l'agriculture* ».

Si « *l'Ouest n'a pas besoin d'un nouvel aéroport* », selon **Christian Roy**, membre de l'association Solidarités Écologie, c'est d'abord parce que la saturation de Nantes-Atlantique n'est pas « prouvée » et ensuite parce que « *l'Ouest est déjà très bien pourvu avec plus d'une douzaine d'aéroports* ». Solidarité Écologie a demandé une expertise complémentaire avec une « étude sérieuse » des capacités aéroportuaires existantes. L'association considère que l'aéroport de Saint-Nazaire pourrait facilement « alléger » le trafic de Nantes-Atlantique. La construction du nouvel aéroport impliquerait en outre « du béton et du bitume ». Surtout, « *l'espace de Nantes-Atlantique ne sera jamais rendu à l'agriculture* ».

Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA), s'inquiète également pour l'avenir de l'agriculture si un nouvel aéroport était construit. Pour les producteurs de la région, notamment les producteurs laitiers, le transfert des quotas laitiers se traduirait par une concentration de moyens de production et par l'intensification sur certaines zones de la Loire-Atlantique, ce qui est « contraire », indique-t-il, « à la demande sociale ».